

RESUME

La fusion est l'opération par laquelle deux ou plusieurs sociétés se réunissent pour n'en former qu'une seule (C. civ., art. 1844-4, al. 1^{er} ; C. com., art. L. 236-1, al. 1^{er}). Elle résulte soit de la création d'une société nouvelle par plusieurs sociétés existantes, soit de l'absorption d'une société par une autre. Il y a scission lorsque le patrimoine d'une société est partagé en plusieurs fractions simultanément transmises à plusieurs sociétés existantes ou nouvelles (C. civ., art. 1844-4, al. 2 ; C. com., art. L. 236-1, al. 2).

Il revient aux gérants, au conseil d'administration ou au directoire des sociétés intéressées d'arrêter le projet de fusion ou de scission dont la loi exige la rédaction (C. com., art. L. 236-6, al. 1^{er} ; C. com., art. R. 236-1, al. 1^{er}). Ce projet, signé par le représentant de chacune de ces sociétés, va fixer l'ensemble des conditions de réalisation de l'opération. Son contenu et la publicité à laquelle il donne lieu revêtent une grande importance quant à la protection des associés et l'information des tiers. Aussi, son élaboration, sa communication, sa publicité et son contrôle obéissent à des règles précises.

À la suite des opérations, la société absorbée ou scindée est dissoute (C. civ., 1844-4 ; C. com., art. L. 236-3, al. 1^{er}). La dissolution de la société absorbée ou scindée engendre d'importantes conséquences. À l'inverse des autres cas de dissolution, il n'y a pas lieu de procéder à la liquidation de ladite société.

Les fusions et scissions entraînent la transmission universelle de plein droit du patrimoine de la société absorbée ou scindée au profit d'une ou plusieurs sociétés existantes ou nouvelles qui le recueillent en tout ou partie. Cette transmission intéresse non seulement l'actif, mais aussi le passif des sociétés absorbées ou scindées qui est ainsi dévolu à la société absorbante ou aux sociétés constituées pour la circonstance, sans que cette substitution emporte novation à l'égard des créanciers (C. com., art. L. 236-14, al. 1 et L. 236-20).

Le transfert des dettes de la société absorbée à la société absorbante ouvre un droit d'opposition en justice au profit des créanciers.

Le régime fiscal de droit commun des fusions n'est que l'addition des conséquences fiscales liées à chaque opération juridique jalonnant leur réalisation, à savoir la dissolution suivie d'apports à une société nouvelle ou préexistante.

Pour faciliter les regroupements d'entreprises et se conformer au droit de l'Union européenne, le législateur prévoit, en faveur des fusions, scissions et apports partiels d'actif (voir CHAPITRE 30), un régime spécial doté d'avantages en matière d'impôts directs et de droits d'enregistrement. Ce régime spécial, optionnel et conditionnel, permet de conférer à ces opérations de restructuration une neutralité fiscale.

Dans le cadre des opérations de scissions et d'apports partiels d'actif, l'application du régime de faveur est subordonnée à l'existence d'une ou de plusieurs branches complètes d'activité.

Le régime optionnel des fusions et opérations assimilées s'applique aux opérations auxquelles participent exclusivement des sociétés ou organismes, quelle que soit leur forme juridique, passibles de l'impôt sur les sociétés sur tout ou partie de leur résultat.

Selon l'article 210 A, 1 du CGI, les plus-values nettes dégagées sur l'ensemble des éléments d'actif immobilisé (amortissables ou non) en cas d'apports effectués à la valeur réelle, sont exonérées d'IS. Selon l'article 210 A, 3, d du CGI, la société bénéficiaire doit réintégrer dans ses résultats imposables les plus-values constatées sur les éléments amortissables. Selon l'article 210 A, 3, c du CGI, la société bénéficiaire des apports devra s'engager à calculer la plus-value en cas de cession ultérieure d'un bien non amortissable.

Les sociétés peuvent décider de donner un effet rétroactif à leur opération de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif.

Concernant les droits d'enregistrement, les apports ne sont frappés que d'un simple droit fixe de 375 € ou de 500 € selon que le capital de la société bénéficiaire de l'apport est inférieur ou supérieur à 225 000 €.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Régime juridique de la fusion ⌚ 20 minutes

1. Indiquez les conditions de quorum et de majorité requises pour la validité des décisions prises par les associés de la SARL Dubois et par les actionnaires de la SA Durand approuvant la fusion.

Principes juridiques

Selon l'article L. 236-2 du Code de commerce, les opérations de fusion peuvent être réalisées entre des sociétés de formes différentes. Il stipule en outre qu'elles « sont décidées par chacune des sociétés intéressées dans les conditions requises pour la modification de ses statuts ». Sont concernées :

SARL : <ul style="list-style-type: none">constituées avant la loi du 2 août 2005.	SA et SARL : <ul style="list-style-type: none">SARL créées après la loi du 2 août 2005 ;SARL antérieures ayant modifié leurs statuts.
Absence de quorum : <ul style="list-style-type: none">majorité : 3/4.	Quorum : <ul style="list-style-type: none">1^{re} convocation : 1/4 ;2^e convocation : 1/5. Majorité : 2/3.

Application au cas

Dans la SARL Dubois, constituée avant la loi du 2 août 2005, il n'existe aucune condition de quorum et la décision doit être prise par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales (C. com., art. L. 223-30).

Dans la SA Durand, le quorum est ainsi défini : sur première convocation, les actionnaires présents ou représentés doivent posséder au moins le quart des actions et, sur seconde convocation, au moins le cinquième des actions après la loi du 26 juillet 2005. La majorité est fixée aux deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés (C.com., art. L. 225-96).

2. Un projet de fusion devra-t-il être rédigé ? Quelles en seront les modalités ?

Les conditions financières de la fusion sont inscrites dans un projet de fusion signé par le représentant de chacune des sociétés participant à la fusion (C. com., art. L. 236-6). Ce projet est réglementé de façon précise par l'article R. 236-1 du Code de commerce. Y figurent en particulier les motifs, buts et conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue, les modalités de remise des parts ou actions, la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seront du point de vue comptable considérées comme accomplies par la société absorbante, le rapport d'échange des droits sociaux, le montant prévu de la prime de fusion. Ce projet fait l'objet d'une communication interne à la société et d'une publicité extérieure.

Il est mis à la disposition des associés de chaque société en cause, au siège social, 30 jours au moins avant la date de l'assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion (C. com., art. R. 236-3, modifié par D. n° 2011-1473, 9 nov. 2011).

Une fois signé, il est déposé au greffe du tribunal de commerce de chaque société participante. À ce dépôt s'ajoute l'insertion d'un avis au Bodacc (C. com., art. R. 236-5, modifié par D., 9 nov. 2011, préc.). Les créanciers sociaux peuvent s'opposer à la fusion dans un délai de 30 jours à compter de la dernière insertion (C.com., art. R. 236-8).

★★ **EXERCICE 2** Fiscalité de la fusion ⌚ 30 minutes

1. Calculez les plus-values de fusion réalisées.

	Valeur d'origine	Amortissements	Valeur comptable	Valeur apport	Plus-values
Droit au bail	100 000		100 000	600 000	500 000
Terrain à bâtir	300 000		300 000	4 100 000	3 800 000
Sol des constructions	100 000		100 000	500 000	400 000
Bâtiments	1 200 000	300 000	900 000	5 200 000	4 300 000
Matériel et Outillage	15 000 000	12 000 000	3 000 000	9 000 000	6 000 000
	16 700 000	12 300 000	4 400 000	19 400 000	15 000 000

2. Indiquez comment sont imposées les plus-values de fusion dans le cadre du régime de droit commun.

Principes juridiques

Dans le régime de droit commun des fusions, les plus-values sont taxées au taux normal, l'opération ne bénéficiant d'aucun report d'imposition.

Application au cas

Dans ces conditions, le montant de l'impôt dû sera de :

- plus-value totale : 15 000 000 €;
- imputation du déficit : 1 000 000 €

Soit un montant de plus-value imposable de 14 000 000 € correspondant à un impôt de 4 666 667 € (c'est-à-dire $14\,000\,000 \times 33,33\%$).

3. Indiquez comment sont imposées les plus-values de fusion dans le cadre du régime dit de « faveur » des fusions.

Le régime de faveur des fusions se caractérise par l'étalement dans le temps de l'imposition de la plus-value globale réalisée sur éléments amortissables et par un sursis d'imposition de la plus-value sur éléments non amortissables.

- Chez la société absorbée :

En principe, aucune imposition n'est due au niveau de la société absorbée. C'est une application du caractère intercalaire de la fusion.

- Chez la société absorbante :

Les éléments non amortissables sont inscrits en comptabilité pour leur valeur d'apport. La plus-value réalisée dans le cadre de l'opération de fusion n'est pas imposée mais placée en sursis d'imposition. En cas de cession ultérieure, elle se calculera sur sa valeur d'origine dans les écritures de la société absorbée.

Il en va de même pour les éléments amortissables. En revanche, la plus-value de fusion constatée sur ces éléments est imposable de façon échelonnée. Elle est réintégrée sur une période de cinq ans dans les résultats imposables au taux de droit commun, période portée à 15 ans pour la plus-value sur les constructions. Le montant à réintégrer de façon échelonnée s'élève à 10 300 000 €. La plus-value de 6 000 000 € sur le matériel sera réintégrée sur cinq ans, celle de 4 300 000 € sur les bâtiments sera réintégrée sur 15 ans. La réintégration se fera par fractions égales et par voie extracomptable sur l'état 2058-A.

Enfin, il convient de préciser que le déficit enregistré dans la société absorbée n'est pas susceptible d'être transmis à la société absorbante, sauf agrément, agrément qui est de droit si les conditions posées par le texte sont satisfaites.